



GUIDE INTERNE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Mise à jour : septembre 2020

REFERENCES

Normes européennes :

- Directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE
- Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE
- Directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE

Normes législatives et réglementaires

- Code de la commande publique
- Décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique

Table des matières

1. GENERALITES	2
1.1. PRINCIPES FONDAMENTAUX	2
1.2. NOTION DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET D'ENTITE ADJUDICATRICE	2
1.3. SEUILS RELATIFS AUX DIRECTIVES EUROPEENNES APPLICABLES POUR LES PROCEDURES FORMALISEES	2
1.4. DETERMINATION DE L'AUTORITE COMPETENTE DE EAU DU MORBIHAN	3
1.5. COMMISSIONS D'APPELS D'OFFRES (CAO)	3
1.6. COMMISSIONS PROCEDURES ADAPTEES	3
2. PROCEDURES D'ACHAT	4
2.1. MARCHES EN PROCEDURE ADAPTEE	4
2.1.1. REGLES APPLICABLES AUX ACHATS DE MOINS DE 40 000 € HT	4
2.1.2. MESURES DE PUBLICITE ET DE MISE EN CONCURRENCE POUR LES ACHATS COMPRIS ENTRE 40 000 € ET 90 000 € HT	4
2.1.3. PUBLICITE REGLEMENTEE POUR LES ACHATS COMPRIS ENTRE 90 001 € HT ET LES SEUILS DE PROCEDURES FORMALISEES	4
2.2. MARCHES EN PROCEDURE FORMALISEE	5
3. DEMATERIALISATION DES PROCEDURES	6
3.1. PROFIL D'ACHETEUR MEGALIS BRETAGNE	6
3.2. SIGNATURE ELECTRONIQUE	6
3.3. CHORUS PRO	6

L'objet du présent guide est principalement de définir la forme et les procédures qui doivent être respectées pour les marchés à procédure adaptée passés par Eau du Morbihan, les procédures formalisées devant respecter de manière impérative la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 02/10/2020

Reçu en préfecture le 02/10/2020

Affiché le 02/10/2020

ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_050-DE

1. GENERALITES

1.1. PRINCIPES FONDAMENTAUX

La commande publique exige le respect des trois principes suivants :

- Liberté d'accès à la commande publique
- Transparence des procédures
- Egalité de traitement des candidats

La mise en œuvre de ces principes exige :

- Une définition et une estimation préalable des besoins,
- Le respect des obligations de publicité,
- Une réelle mise en concurrence dans les conditions prévues par les règles relatives aux marchés publics fondée sur des critères de jugement définis au préalable, adaptés à chaque procédure et objet du marché, identiques pour tous les candidats.

La préparation, la passation, l'exécution, et le règlement des marchés sont obligatoirement subordonnés à l'inscription des crédits au budget.

La détermination des besoins inclut nécessairement la prise en compte d'objectifs de développement dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale Durable.

1.2. NOTION DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET D'ENTITE ADJUDICATRICE

- La notion de « pouvoir adjudicateur », dans le code de la commande publique, désigne plusieurs catégories d'acheteurs dont les personnes morales de droit public (Etat, collectivités locales et leurs établissements publics).
- Les entités adjudicatrices sont les pouvoirs adjudicateurs lorsqu'ils agissent en tant qu'opérateurs de réseaux.

Dans son rôle d'acheteur public, Eau du Morbihan intervient pour ses investissements en qualité d'entité adjudicatrice, dans ses activités de Production, Transport et Distribution.

Eau du Morbihan relève des dispositions propres aux pouvoirs adjudicateurs pour ses marchés d'exploitation de service et les consultations liées à l'administration générale.

1.3. SEUILS RELATIFS AUX DIRECTIVES EUROPEENNES APPLICABLES POUR LES PROCEDURES FORMALISEES

Les derniers seuils connus applicables depuis le 1^{er} janvier 2020 sont les suivants :

TYPE	Marchés de fournitures et services		Marchés de travaux et contrats de concession	
QUALITE	Pouvoir adjudicateur	Entité adjudicatrice	Pouvoir adjudicateur	Entité adjudicatrice
SEUILS	214 000 €	428 000 €	5 350 000 €	

Ces seuils sont révisés tous les deux ans par la Commission Européenne. La prochaine révision interviendra le 1^{er} janvier 2022. Ces nouveaux seuils se substitueront automatiquement à ceux indiqués dans le présent guide sans qu'il soit nécessairement procédé à une mise à jour.

Envoyé en préfecture le 02/10/2020
 Reçu en préfecture le 02/10/2020
 Affiché le **02/10/2020**
 ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_050-DE

1.4. DETERMINATION DE L'AUTORITE COMPETENTE DE EAU DU MORBIHAN

- Délibération du 25 septembre 2020 portant délégation d'attributions consenties au Président
- Délibération du 25 septembre 2020 portant délégation d'attributions consenties au Bureau

TYPE	Tous marchés	Marchés de fournitures et services		Marchés de travaux		Marchés de fournitures et services		Marchés de travaux	
QUALITE		Pouvoir adjudicateur	Entité adjudicatrice	Pouvoir adjudicateur	Entité adjudicatrice	Pouvoir adjudicateur	Entité adjudicatrice	Pouvoir adjudicateur	Entité adjudicatrice
SEUILS	≤ 90 000 €	90 001 € à 200 000 €	90 001 € à 400 000 €	90 001 € à 400 000 €	90 001 € à 700 000 €	> 200 000 €	> 400 000 €	> 400 000 €	> 700 000 €
AUTORITE COMPETENTE	Président	Bureau				Comité Syndical			

Le Président peut subdéléguer le choix de l'attributaire et la signature des pièces de marché à :

- un vice-Président à compétence fonctionnelle conformément aux délégations qu'il lui a accordées ;
- un vice-Président à compétence territoriale conformément aux délégations qu'il lui a accordées.

Les arrêtés de délégation fixent un ordre de priorité entre les vice-Présidents.

Les marchés dont le montant est supérieur à 90 000 € sont signés par le président uniquement.

1.5. COMMISSIONS D'APPELS D'OFFRES (CAO)

Elles sont créées par délibérations du Comité Syndical :

- CAO Administration Générale / Production / Transport
- CAO Distribution

Chacune dans leur domaine :

- Elles sont compétentes pour attribuer les marchés de travaux et les marchés de fournitures et services en procédures formalisées ;

1.6. COMMISSIONS PROCEDURES ADAPTEES

- Une commission procédures adaptées est créée pour les marchés en Administration Générale / Production / Transport
- Une commission procédures adaptées est créée pour les marchés en Distribution

Chacune dans leur domaine, elles sont consultées pour les marchés de travaux en procédure adaptée, dont les montants excèdent 400 000 € (pouvoir adjudicateur) ou 700 000 € (entité adjudicatrice).

Elles sont respectivement composées des membres de la CAO Administration Générale / Production / transport pour l'une et de la CAO Distribution pour l'autre. Elles sont présidées par le Président qui peut décider d'y associer les personnes de son choix.

Aucune condition de quorum n'est requise pour la tenue d'une séance.

2. PROCEDURES D'ACHAT

Envoyé en préfecture le 02/10/2020

Reçu en préfecture le 02/10/2020

Affiché le 02/10/2020

ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_050-DE

2.1. MARCHES EN PROCEDURE ADAPTEE

Au-dessous des seuils européens applicables pour les procédures formalisées, l'acheteur est libre d'organiser sa procédure d'achat librement, en fonction :

- de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire,
- du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre,
- des circonstances de l'achat.

2.1.1. REGLES APPLICABLES AUX ACHATS DE MOINS DE 40 000 € HT

La réglementation stipule que pour les achats d'un montant inférieur à 40 000 € HT, les acheteurs peuvent passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables. Trois règles permettent de garantir le respect des principes fondamentaux de la commande publique :

- choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ;
- respecter le principe de bonne utilisation des deniers publics ;
- ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.

Ainsi, au-dessus de 5000 €, il est préconisé de consulter plusieurs opérateurs économiques.

Les petits marchés publics n'étant pas à l'abri de tout contentieux de la part des entreprises concurrentes, afin de pouvoir justifier que l'achat n'a pas été réalisé en méconnaissance des principes de la commande publique, il est conseillé à l'acheteur de conserver une trace des éléments ayant motivé sa décision. Cette traçabilité est proportionnée à l'achat effectué (copie de courriels, de catalogues, devis ou résultats des comparaisons de prix).

2.1.2. MESURES DE PUBLICITE ET DE MISE EN CONCURRENCE POUR LES ACHATS COMPRIS ENTRE 40 000 € ET 90 000 € HT

La procédure de passation de ces marchés doit être adaptée à la nature et aux caractéristiques du besoin à satisfaire, au nombre ou à la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi qu'aux circonstances de l'achat.

Un bon achat suppose une définition préalable du besoin.

Il appartient ensuite au service de définir, pour chaque marché qu'il souhaite lancer, le contenu et le formalisme contractuel de son dossier de consultation.

La publicité devant demeurer adaptée aux caractéristiques du marché, afin de permettre à l'ensemble des prestataires potentiels, sans considération de nationalité ou de taille, d'être informés de la consultation en cours du Syndicat. L'information est diffusée sur le profil d'acheteur MEGALIS.

En fonction du montant du marché, l'information peut également être publiée au BOAMP.

2.1.3. PUBLICITE REGLEMENTEE POUR LES ACHATS COMPRIS ENTRE 90 001 € HT ET LES SEUILS DE PROCEDURES FORMALISEES

En plus d'être publiés sur le profil d'acheteur MEGALIS, les avis d'appel à la concurrence doivent obligatoirement paraître dans le *Bulletin officiel des annonces des marchés publics* (BOAMP) / ou à défaut un journal d'annonces légales (JAL)

Enfin, l'acheteur peut faire paraître une publicité supplémentaire sur un autre support que celui choisi à titre principal (journal spécialisé, ...). Les avis publiés à titre de publicité supplémentaire peuvent ne pas reprendre la totalité des informations, qui figurent dans l'avis publié à titre principal, mais doivent impérativement faire référence à ce dernier.

Cas particulier des marchés de travaux supérieurs à 400 000 € (pouvoir adjudicateur) ou 700 000 € (entité adjudicatrice) mais inférieurs au seuil des procédures formalisées : la Commission procédures adaptées est consultée en phase d'ouverture et d'attribution. Elle rend des avis qui permettent à l'autorité adjudicatrice ou son représentant, à l'appui du rapport d'analyse des offres, de prendre des décisions d'attribution appropriées.

Envoyé en préfecture le 02/10/2020

Reçu en préfecture le 02/10/2020

Affiché le **02/10/2020**

ID : 056-255601072-20201002-CS_2020_050-DE

2.2. MARCHES EN PROCEDURE FORMALISEE

Pour les marchés d'un montant supérieur ou égal aux seuils européens, l'acheteur, en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, est tenu de respecter l'ensemble des dispositions propres aux procédures formalisées.

Les procédures sont les suivantes :

- La procédure d'appel d'offres, ouvert ou restreint, par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats ;
- La procédure concurrentielle avec négociation, par laquelle un pouvoir adjudicateur négocie les conditions du marché public avec un ou plusieurs opérateurs économiques ;
- La procédure négociée avec mise en concurrence préalable, par laquelle une entité adjudicatrice négocie les conditions du marché public avec un ou plusieurs opérateurs économiques ;
- La procédure de dialogue compétitif dans laquelle l'acheteur dialogue avec les candidats admis à participer à la procédure en vue de définir ou développer les solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base desquelles ces candidats sont invités à remettre une offre.

Les avis d'appel à la concurrence sont établis sur le profil d'acheteur MEGALIS, et doivent paraître dans le BOAMP ainsi que dans le **Journal Officiel de l'Union Européenne** (JOUE).

Les délais minimaux de remise des candidatures et des offres sont déterminés en fonction de la procédure choisie par l'acheteur.

La CAO est compétente pour attribuer les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe est égale ou supérieure aux seuils des marchés européens rappelés au 1.3.

3. DEMATERIALISATION DES PROCEDURES

3.1. PROFIL D'ACHETEUR MEGALIS BRETAGNE

Un « profil d'acheteur » est une plateforme de dématérialisation permettant :

- aux acheteurs de mettre les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques par voie électronique et de réceptionner les documents transmis par les candidats et les soumissionnaires.
- aux entreprises de prendre connaissance des avis de publicité, de consulter les documents de la consultation, de candidater, de transmettre une offre, d'échanger des documents et des informations avec les acheteurs.

Les échanges courants durant la procédure de passation (questions/réponses, lettres de rejet, notification, etc.) peuvent être faits en utilisant le profil d'acheteur. Il peut aussi être utilisé après la passation du marché. Le profil d'acheteur garantit la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la traçabilité des échanges. L'utilisation de la plateforme simplifie les tâches incombant à l'entreprise (une partie des tâches est automatisée, la procédure est sécurisée par l'utilisation de l'horodatage, du chiffrement).

Depuis le 1^{er} janvier 2020, tout marché dont le besoin estimé est supérieur à 40 000 € HT doit être passé par le biais d'un profil d'acheteur.

Depuis 2018, Eau du Morbihan adhère au Syndicat mixte MEGALIS Bretagne pour son service de dématérialisation des procédures de marchés publics.

3.2. SIGNATURE ELECTRONIQUE

En vertu des textes de la commande publique en vigueur, la signature électronique des documents n'est pas obligatoire. L'absence d'obligation de recours à la signature électronique n'interdit pas pour autant d'y recourir.

La signature électronique garantit l'identité du signataire (une signature électronique ne peut être copiée ou falsifiée) et l'intégrité du document (qui ne peut plus être modifié après signature). Elle permet de maintenir le caractère dématérialisé et original du contrat.

3.3. CHORUS PRO

Chorus Pro est la solution mutualisée de facturation électronique qui a été mise en place pour tous les fournisseurs de la sphère publique afin de répondre aux obligations fixées par l'ordonnance du 26 juin 2014. Sa mise en œuvre s'est généralisée de façon progressive en tenant compte de la taille des entreprises concernées :

- au 1^{er} janvier 2017 : pour les grandes entreprises (plus de 5000 salariés) et les personnes publiques ;
- au 1^{er} janvier 2018 : pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5000 salariés) ;
- au 1^{er} janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- au 1^{er} janvier 2020 : pour les microentreprises (moins de 10 salariés).

Depuis le 1^{er} janvier 2020, tous les partenaires sont donc tenus de transmettre leurs factures de façon dématérialisée, via Chorus Pro.

MARCHES DE FOURNITURES ET SERVICES

	SEUILS HT	COMPETENCE	PUBLICITE / MISE EN CONCURRENCE	DOSSIER DE CONSULTATION	RECEPTION	OUVERTURE	AVIS	CHOIX ET SIGNATURE	NOTIFICATION	AVIS D'ATTRIBUTION
PROCEDURE ADAPTEE	< 5 000 €	Président	Consultation d'un ou plusieurs opérateurs économiques bons de commande ou devis			Service concerné	Service concerné	Président ou Par ordre de priorité : . VP territorial . VP fonctionnel	Transmission du devis ou bon de commande signé à l'opérateur économique retenu	
	5 000 € à 39 999 €	Président	Consultation de plusieurs opérateurs économiques devis par courriers ou mails			Service concerné	Service concerné VP territorial (selon délégations)	Président ou Par ordre de priorité : . VP territorial (selon délégations) . VP fonctionnel	Transmission du devis signé à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	
	40 000 € à 90 000 €	Président	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS (+ BOAMP optionnel) Durée publicité minimum : 21 jours *	RC + AE + CCP / RC + AE + CCAP/CCTP	Service commande publique	Service commande publique + service concerné	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE VP territorial	Président ou VP fonctionnel	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS (+ BOAMP optionnel)
	Pouvoir adjudicateur 90 001 € à 214 000 €	Bureau ≤ 200 000 € Comité Syndical > 200 000 €	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS + BOAMP sur option : journal spécialisé	RC + AE + CCAP/CCTP	Service commande publique	Service commande publique + service concerné	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE VP territorial	<u>DECISION :</u> Président (par délibération spécifique au marché) ou VP fonctionnel <u>SIGNATURE :</u> Président	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS + BOAMP
	Entité adjudicatrice 90 001 € à 428 000 €	Bureau ≤ 400 000 € Comité Syndical > 400 000	Durée publicité minimum : 21 jours							
PROCEDURE FORMALISEE	Pouvoir adjudicateur > 214 000 €	Comité Syndical	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS + BOAMP + JOUE sur option : journal spécialisé	RC + AE + CCAP/CCTP	Service commande publique	CAO	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE Analyse des candidatures et des offres en CAO	<u>DECISION :</u> CAO <u>SIGNATURE :</u> Président	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS + BOAMP + JOUE
	Entité adjudicatrice > 428 000 €	Comité Syndical	Durée publicité : variable selon la procédure							

* le délai est susceptible d'être raccourci en cas de nécessité impérieuse

MARCHES DE TRAVAUX

	SEUILS HT	COMPETENCE	PUBLICITE / MISE EN CONCURRENCE	DOSSIER DE CONSULTATION	RECEPTION	OUVERTURE	AVIS	CHOIX ET SIGNATURE	NOTIFICATION	AVIS D'ATTRIBUTION
PROCEDURE ADAPTEE	< 5 000 €	Président	Consultation d'un ou plusieurs opérateurs économiques bons de commande ou devis		Service concerné		Service concerné	Président ou Par ordre de priorité : . VP territorial . VP fonctionnel	Transmission du devis ou bon de commande signé à l'opérateur économique retenu	
	5 000 € à 39 999 €	Président	Consultation de plusieurs opérateurs économiques devis par courriers ou mails		Service concerné		Service concerné VP territorial (selon délégations) VP fonctionnel	Président ou Par ordre de priorité : . VP territorial (selon délégations) . VP fonctionnel	Transmission du devis signé à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	
	40 000 € à 90 000 €	Président	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS (+ BOAMP optionnel) Durée publicité minimum : 21 jours *	RC + AE + CCP / RC + AE + CCAP/CCTP	Service commande publique	Service commande publique + service concerné	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE VP territorial	Président ou VP fonctionnel	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS (+ BOAMP optionnel)
	Pouvoir adjudicateur 90 001 € à 400 000 €	Bureau	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS + BOAMP sur option : journal spécialisé	RC + AE + CCAP/CCTP	Service commande publique	Service commande publique + service concerné	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE VP territorial	<u>DECISION :</u> Président (par délibération spécifique au marché) ou VP fonctionnel	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS + BOAMP
	Entité adjudicatrice 90 001 € à 700 000 €	Bureau	Durée publicité minimum : 21 jours					<u>SIGNATURE :</u> Président		
	Pouvoir adjudicateur 400 001 € à 5 350 000 €	Comité Syndical	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS + BOAMP sur option : journal spécialisé	RC + AE + CCAP/CCTP + AE	Service commande publique	Commission procédures adaptées	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE Analyse des candidatures et des offres en Commission procédures adaptées	<u>DECISION :</u> Président (par délibération spécifique au marché) ou VP fonctionnel	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS + BOAMP
	Entité adjudicatrice 700 001 € à 5 350 000 €	Comité Syndical	Durée publicité : variable selon la procédure					<u>SIGNATURE :</u> Président		
PROCEDURE FORMALISEE	> 5 350 000 €	Comité Syndical	Avis d'Appel à la Concurrence publié sur MEGALIS + BOAMP + JOUE sur option : journal spécialisé Durée publicité : variable selon la procédure	RC + AE + CCAP/CCTP + AE	Service commande publique	CAO	Rapport d'analyse des offres fourni par les services et MOE Analyse des candidatures et des offres en CAO	<u>DECISION :</u> CAO <u>SIGNATURE :</u> Président	Notification à l'opérateur économique retenu Information aux non retenus	Avis publié sous MEGALIS + BOAMP + JOUE

* le délai est susceptible d'être raccourci en cas de nécessité impérieuse